

Reconstitution de carrière — période 1998-2001

LINDBERGH FORMATION — 16 rue de Maillé, 91310 Montlhéry · RCS Evry 817 946 114

Document établi le 24/09/2026

168 trimestres, 4 régimes, chaque ligne avec sa source · document fictif

Document fictif — exemple de démonstration

Ce document est produit par le site Blue Lemon Agent pour illustrer ce qu'un agent IA remet à ses utilisateurs. Les sociétés, dossiers, montants et personnes qui y figurent sont inventés. Il n'a aucune valeur juridique, comptable ni commerciale.

Document fictif, produit pour la démonstration. **L'assurée, ses employeurs et les régimes cités sont inventés.** *Un relevé de carrière est la liste des périodes travaillées et des trimestres qu'elles ouvrent, régime par régime. Un trimestre sans source est signalé comme tel et n'est jamais compté.*

Ce qui est établi

Élément	Valeur	Source
Trimestres identifiés	168	Reports des régimes et pièces du dossier
Régimes concernés au fil de la carrière	4	Référentiel inter-régimes
Trimestres appuyés sur un report de régime	146	Applicatif de gestion carrière

Élément	Valeur	Source
Trimestres appuyés sur une pièce du dossier	14	Gestion électronique des documents
Trimestres en attente de justification	8	Signalés, non comptés

Les trois anomalies de la période signalée

Période	Constat	Pièce probante	Suite préparée
1999-2000	Activité déclarée, non reportée	18 bulletins de salaire, déposés en 2019 lors d'une demande précédente	Demande de régularisation à la caisse de rattachement — c'est une régularisation, pas une enquête
2001	Service national à faire valider	Manquante — état des services	Demande à l'assurée, avec le nom exact du document et où l'obtenir
1998	Écart entre deux régimes : l'un reporte 2 trimestres, l'autre 1	Les deux reports	Départagé sur pièce : le bulletin de décembre 1998 couvre le trimestre contesté — ligne de correction écrite et chiffrée, prête à signer

L'écart de 1998 est départagé sur pièce, pas laissé en suspens. Le bulletin de décembre 1998 couvre le trimestre contesté : la ligne de correction est écrite et chiffrée — 1 trimestre, effet nul sur la date de départ, 9 € par mois sur le montant. **Le conseiller signe, et c'est cette signature qui rend la correction datée, motivée et contestable par l'assurée.**

Ce que représentent ces 8 trimestres pour l'assurée

Hypothèse	Date de départ au taux plein	Écart
-----------	------------------------------	-------

Sans les 8 trimestres	Situation actuelle du dossier	—
Régularisation obtenue	Deux ans plus tôt	Deux ans de la vie d'une personne, pas une ligne de dossier

Ce qui est écrit et attend une signature

Document	Destinataire	Contenu	Qui déclenche l'envoi
Demande de régularisation	Caisse de rattachement	Modèle de la caisse, 18 bulletins joints dans l'ordre chronologique et numérotés	Le conseiller, après relecture des trois anomalies — huit minutes
Courrier à l'assurée	L'assurée	L'état réel du dossier, en clair, et ce qu'elle n'a pas à faire	Le conseiller
Relance programmée	Caisse de rattachement	À 30 jours, avec l'historique de l'envoi	Automatique une fois l'envoi validé

L'ordre chronologique des pièces n'est pas une coquetterie : sur les envois test, c'est le point qui a le plus réduit les demandes de complément de la caisse destinataire.

Correction de 1998 signée par le conseiller — valeur retenue : _____ · Date : _____

Envoi de la demande de régularisation validé par : _____

Portée de ce document : le service exploité par Blue Lemon Agent. Pour un agent déployé chez vous, la localisation applicable est celle de l'architecture décrite au devis et vérifiée avant mise en service ; l'exécution locale n'est annoncée que pour la configuration explicitement décrite et recettée au devis ; l'isolation applicable dépend du mode de déploiement décrit au devis, aucune isolation dédiée n'étant présumée ; les mécanismes de chiffrement en transit et au repos, leurs composants et la gestion des clés sont ceux documentés pour l'architecture retenue ; les rôles et permissions sont configurés et recettés pour les identités et systèmes effectivement raccordés ; les événements journalisés, leur contenu, leur durée de conservation et leurs accès sont définis pour le déploiement retenu.